



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION
DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Communiqué de presse

Paris, le 25 juin 2008

L'OPECST préoccupé par les menaces qui pèsent sur l'industrie de la microélectronique en Europe

Dans un rapport intitulé « L'industrie de la microélectronique : reprendre l'offensive », le sénateur Claude Saunier (Soc. – Côtes d'Armor) a actualisé l'étude qu'il avait menée il y a cinq ans sur l'industrie de la micro et nanoélectronique afin de tenir compte non seulement des bouleversements intervenus à la fois au niveau scientifique et économique dans ce secteur, mais également des interrogations que soulève l'omniprésence des semiconducteurs dans notre vie quotidienne.

Le rapport établi pour l'OPECST(*) insiste sur le caractère stratégique de l'industrie de la microélectronique pour la compétitivité des entreprises et l'indépendance nationale. Il rappelle que ce secteur a un effet de levier considérable sur l'économie mondiale : avec un chiffre d'affaires de 265 milliards de dollars, il contribue à la création de 5.000 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans les services, soit 10 % du produit intérieur brut mondial.

L'Europe et la France disposent d'atouts réels dans ce secteur. D'abord, l'industrie européenne détient un leadership dans certains segments de l'industrie de la microélectronique comme l'équipement automobile et les télécommunications. En outre, l'IMEC en Belgique et le LETI à Grenoble sont des centres de recherche européens reconnus au niveau mondial, tout comme les pôles de compétitivité de Grenoble/Crolles et de Dresde (Allemagne).

Toutefois, les industriels européens et français sont confrontés à plusieurs handicaps. Ainsi, leur compétitivité est dangereusement remise en cause par la dépréciation du dollar. Ensuite, ils sont pénalisés par des règles de concurrence au sein de l'Union européenne trop strictes au regard de la pratique mondiale. Par ailleurs, le poids de l'industrie européenne (14,1 % des ventes mondiales) reste marginal par rapport à ses concurrents asiatiques (44,6 %) et américains (41,3 %). Enfin, la méconnaissance par les politiques des enjeux stratégiques liés à la microélectronique entraîne un désintérêt relatif pour ce secteur et empêche l'instauration d'une stratégie industrielle efficace.

Plusieurs suggestions sont donc formulées dans ce rapport afin de renforcer l'industrie de la microélectronique française et européenne, notamment à travers le soutien massif à des programmes de recherche structurants, susceptibles de créer des marchés porteurs. Certaines recommandations visent par ailleurs à concilier l'essor de la microélectronique avec le respect des données privées et à utiliser les immenses possibilités de ce secteur au service d'une politique de développement durable.

(*) Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques